

# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

## ANNEE 2023

### SOMMAIRE

#### **I) Environnement économique**

1.1 Mondial

1.2 Zone Euro

1.3 National

#### **II) Situation financière communale**

2.1 Données chiffrées

2.2 Liens financiers avec l'intercommunalité

2.3 Situation financière

#### **III) Analyse rétrospective**

3.1 Dépenses de fonctionnement

3.2 Recettes de fonctionnement

#### **IV) Analyse prospective**

4.1 Orientations budgétaires de la commune

4.2 Etat de la dette

4.3 Chaîne de l'épargne

#### **V) Plan Pluriannuel d'Investissement**

5.1 Projets d'investissement

## I) Environnement économique

### 1.1 Mondial

Dans le monde entier, l'inflation a atteint en 2022 des sommets inédits depuis 40 ans. Le rythme de la croissance devrait ralentir à 1,7 % en 2023. Cette situation a conduit les banques centrales à durcir fortement les conditions financières en relevant les taux d'intérêts. L'inflation, résultant en grande partie de l'envolée des cours des matières premières notamment énergétiques, les banques centrales visent, via ces durcissements, à rééquilibrer l'offre et la demande, en affaiblissant la demande. Elle devrait décliner de 8,8 % en 2022, à 6,5 % en 2023 et 4,1 % en 2024 ce qui dépassent les niveaux enregistrés avant la pandémie de 3,5 %.

### 1.2 Zone Euro

La zone Euro est la région la plus exposée aux répercussions économiques du conflit en Ukraine notamment avec les difficultés d'approvisionnement énergétique. Pour y faire face, la zone Euro tente de diversifier géographiquement ses importations, mais de manière limitée et coûteuse. L'activité économique de la zone Euro a ralenti de 0,8 % à 0,3 % au vu de l'inflation et au durcissement des conditions monétaires.

### 1.3 National

#### • La croissance

L'activité économique de la France aura été en 2022 moins forte que prévu selon les prévisions formulées en 2021. Notamment en raison de la guerre en Ukraine et de la crise énergétique qui en découle. Sur 2022, la croissance du PIB a atteint 2,6 %.

La consommation des ménages qui avait rebondi au second trimestre a fini par reculer dans un contexte d'inflation élevée.

La croissance a été portée par l'investissement dans les biens d'équipement financiers avec le rebond d'acquisitions de valeurs mobilières.

#### • L'inflation

Depuis janvier 2021, la France assiste à une hausse progressive de l'inflation, face au rebond de la demande mondiale post-covid associé aux obstacles dans les chaînes d'approvisionnement et à la sécheresse. La crise énergétique propulse l'inflation à des niveaux record non atteints depuis les années 1980. Initialement sur les prix de l'énergie, l'inflation se disperse à l'ensemble des biens et services.

En moyenne, l'inflation a été de 5,2 % en 2022 après 1,6 % en 2021.

Cependant, l'inflation française se révèle la plus faible dans la zone Euro dans laquelle la moyenne a été de 9,2 %. Cette position est justifiée par la mise en place de mesures de lutte contre l'inflation (boucliers tarifaires, remise carburants, chèque énergie).

Le pouvoir d'achat a diminué de 1,8 %, à 1 % puis 0,8 % au cours de l'année 2022. Ce rebond est notamment dû aux renégociations d'accords salariaux, à la revalorisation du SMIC, à la prime de partage de la valeur pour les entreprises ayant mis en place un dispositif d'intéressement ou de participation ainsi qu'à la revalorisation du point d'indice dans la fonction publique. D'autres dispositifs devraient contribuer à soutenir le pouvoir d'achat comme la suppression de la redevance audiovisuelle, la finalisation de la réduction de la taxe d'habitation pour les résidences principales, le chèque énergie, la revalorisation des retraites complémentaires.

#### • Le marché du travail

Depuis 2021, le marché du travail est dynamique. L'emploi a progressé de 3,9 % entre fin 2019 et fin 2022 tandis que le PIB ne progressait que de 1,1 %. Si le rythme des créations d'emplois en 2022 a ralenti de moitié, en moyenne par rapport à 2021, il est demeuré stable à 0,4 % sur les trois premiers trimestres 2022. Fin septembre 2022, tous les secteurs d'activité

Envoyé en préfecture le 07/03/2023  
Reçu en préfecture le 07/03/2023  
Affiché le 07 MARS 2023  
ID : 022-212200810-20230307-2023\_17-DE

ont dépassé leur niveau d'avant la pandémie avec plus d'un million de créations d'emplois dont près d'un tiers pour des contrats d'apprentissage. En décembre, le marché du travail a enregistré une croissance de 7,6 % au cours des six derniers mois. C'est le secteur des services aux entreprises qui a été le plus créateur d'emplois suivi par les domaines du commerce, de l'information et de la communication.

Le taux de chômage recule de manière globale depuis 2020 passant de 8,8 % à 7,3 % en 2022 qui correspond à 2,252 millions de personnes sans emplois soit une baisse de 17 000.

Malgré le ralentissement de l'activité économique, les difficultés de recrutement ne faiblissent pas, sont concernés, 83% des entreprises de la construction, 65 % dans l'industrie manufacturière et 62% dans les services.

#### • Le déficit public et la dette de l'Etat

La crise énergétique ralentit le redressement des finances publiques.

Le déficit avait atteint un niveau inédit de 9% en 2020. Il devrait poursuivre son redressement attendu à 5% en 2022 après 6,5 % en 2021.

La dette publique devrait s'élever à 2 958,8 milliards d'euros soit 113,7% du PIB contre 112,8 % en 2021 selon la loi de finances pour 2023.

Pour 2023, le gouvernement prévoit une stabilisation du déficit public à 5% du PIB et une dette publique stable à plus de 112 % du PIB.

#### • Loi de Finances 2023

Le projet de loi de Finances (PLF) pour 2023, qui a été publié le 31 décembre 2022 au Journal Officiel est marqué par la crise énergétique et l'inflation.

#### Les principales mesures relatives aux collectivités locales

Le « fonds vert » de 2 milliards d'euros est une mesure pour aider les collectivités à renforcer leur performance environnementale, adapter leur territoire au changement climatique et améliorer leur cadre de vie.

L'augmentation de la Dotation Globale de Fonctionnement de 1,1 milliard d'euros pour un total de 26,9 milliards d'euros.

Pour répartir l'abondement de DGF sur le plus grand nombre de communes, la hausse de la Dotation de Solidarité Rurale 2023 sera répartie au minimum à 60% sur sa fraction « péréquation ». Pour la stabilité et la prévision des attributions, le montant de la fraction « cible » de la DSR ne pourra pas être inférieur à 90% ni supérieur à 120% du montant perçu en 2022.

Un filet de sécurité énergétique est mis en place avec une dotation égale à 50% de la différence entre l'augmentation des dépenses énergétiques entre 2022 et 2023 et 50 % des recettes réelles de fonctionnement entre 2023 et 2022. Un bouclier tarifaire destinés aux petites collectivités et un amortisseur électricité pour les collectivités non éligibles au bouclier tarifaire sont quant à eux adoptés pour les tarifs de l'électricité. Pour ce dernier, l'Etat prendra en charge 50% de la facture d'électricité pour les tarifs compris entre 180 et 500 €/MWh.

Un filet de sécurité inflation avait été instauré au cours de l'année 2022 par la loi de finances rectificative pour une aide aux collectivités face à l'inflation et au relèvement du point d'indice.

Le compte financier unique est un compte commun entre l'ordonnateur et le comptable qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. Actuellement en phase d'expérimentation suite à deux appels à candidature en 2019 et 2021, il est possible de se porter candidat avant le 30 juin 2023.

Le Centre National de la Fonction Publique Territoriale financé en partie par l'Etat pour les frais de formation des apprentis employés par les collectivités. La part de l'Etat va être amené à diminuer et remplacé par un financement par les collectivités.

Envoyé en préfecture le 07/03/2023  
Reçu en préfecture le 07/03/2023  
Affiché le 07 MARS 2023  
ID : 022-212200810-20230307-2023\_17-DE

### Les principales mesures destinées aux particuliers

Le bouclier tarifaire pour le gaz et l'électricité est prolongé en 2023 afin de limiter à 15% la hausse pour tous les ménages, copropriétés, logements sociaux, petites entreprises et petites communes.

Une indemnité carburant de 100 € sera versée aux 10 millions de travailleurs les plus modestes qui utilisent voiture ou deux roues pour aller travailler. Cette aide est à demander via un formulaire sur le site des impôts.

Le bonus écologique pour l'acquisition de vélos est reconduit en 2023 avec un seuil d'éligibilité augmenté.

Le dispositif MaPrimeRénov' Sérénité est renforcé et le dispositif MaPrimeRénov' orienté vers des travaux de rénovation plus performantes. Un accompagnateur rénov (assistant à maître d'ouvrage, opérateur agréé par l'Etat...) devient obligatoire à compter de 2023.

Un nouveau dispositif de location de voitures électriques pour 100 € par mois pour les foyers modestes sera lancé courant 2023.

Le crédit d'impôt en faveur des bornes de recharges électriques privées est prolongé jusqu'en 2025.

Les tranches du barème de l'impôt sur le revenu sont revalorisées de 5,4% pour l'imposition des revenus de 2022 afin de baisser l'impôt sur le revenu pour la prise en compte des effets de l'inflation.

L'aménagement du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu permet de diminuer de 5% le taux de prélèvement en cas de baisse de revenus.

Le plafond du crédit d'impôts pour les frais de 6 ans est relevé à 3 500 € contre 2 300 € auparavant. L'avantage fiscal est de 50 % des dépenses.

La suppression définitive de la taxe d'habitation sur toutes les résidences principales. Cette taxe reste due sur les résidences secondaires.

La valeur faciale des tickets restaurant à rehaussé à 13 € contre 11,84 €.

### Les principales mesures pour l'emploi et les entreprises

France compétences qui finance l'apprentissage bénéficie d'un financement exceptionnel de deux milliards d'euros pour atteindre un million d'entrées en alternance d'ici 2027 et afin de démarrer les actions pour le futur guichet unique pour les demandeurs d'emploi « France Travail ».

La Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises sera supprimée progressivement sur les deux prochaines années afin d'accroître leur compétitivité.

Les prêts garantis « résilience » par l'Etat sont prolongés jusqu'à la fin 2023.

Envoyé en préfecture le 07/03/2023  
Reçu en préfecture le 07/03/2023  
Affiché le **07 MARS 2023**  
ID : 022-212200810-20230307-2023\_17-DE

## Situation financière de la commune

### 2.1 Données chiffrées

#### La Population Hillionnaise :

La **population totale** est la somme de la population municipale et de la population comptée à part. La population totale en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 est de 4 345 habitants.

Les chiffres utilisés pour le calcul des populations légales figurant dans la fiche adressée par les services de l'INSEE tous les ans s'appuient sur l'enquête de recensement de 2017.

En raison de la pandémie de Covid-19, le recensement a été reporté du 19 janvier au 18 février 2023.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
INSEE	4 187	4 198	4 217	4 235	4 257	4 280	4 345
DGF	4 353	4 366	4 406	4 418	4 434	4 458	

Le chiffre de la DGF sera connu à la fin de l'année 2023.

Depuis le recensement de 2017, la commune a bénéficié de la construction de logements (hors projets individuels).

Logements	Nombre
Lotissement "Le Champ du Pommier"	90
Lotissement "Les Plages"	65
Rue du Clos de l'Épine (CAH)	3
Route des Quilles (CAH)	2
Rue de Fontreven (BSB)	4
Rue du Fournil (KOIJ)	12
Rue des Phares (Equity)	15
Rue Olivier Provost (COOPALIS)	3
Domaine de la Baie	27
TOTAL au 31/01/2023	221

Envoyé en préfecture le 07/03/2023  
Reçu en préfecture le 07/03/2023  
Affiché le **07 MARS 2023**  
ID : 022-212200810-20230307-2023\_17-DE

## Le potentiel financier par habitant

Le **potentiel financier** de la commune correspond à son potentiel fiscal (application aux bases fiscales de la commune des taux moyens nationaux) majoré de la dotation forfaitaire N-1, et minoré d'éventuels prélèvements fiscaux ainsi que de la contribution au redressement des finances publiques N-1. Il représente donc la masse de recettes que la commune serait en mesure de mobiliser si elle appliquait des décisions « moyennes » en termes de fiscalité.

Le **potentiel fiscal** est depuis la création de la dotation globale de fonctionnement en 1979, un indicateur qui vient mesurer la richesse fiscale potentielle d'une collectivité par rapport aux autres collectivités de la même strate et ce indépendamment des choix de gestion des collectivités. Il est calculé sur l'année en cours en fonction des données de l'année précédente. Il correspond au produit que percevrait la collectivité si elle appliquait les taux moyens nationaux à ses bases fiscales. Un indicateur supérieur à la moyenne nationale signifie que les bases fiscales sont élevées ; une collectivité est alors considérée comme « riche » : elle recevra peu de dotations de l'État. Pour Hillion, c'est le cas inverse, elle se situe jusqu'à présent en dessous des valeurs de la strate.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>HILLION</b>	712.05	687.94	685.31	720.86	722.29	730.15
<b>STRATE</b>	926.17	932.16	940.66	960.16	974.32	974.31

## L'effort fiscal

L'**effort fiscal** est égal au rapport entre le produit fiscal des impôts ménage et le potentiel fiscal calculé sur ces mêmes taxes. Un effort fiscal supérieur à 1 signifie que les contribuables de la collectivité s'acquittent de taux plus élevés que la moyenne nationale ; elle recevra davantage de dotations de l'État (et inversement). La Commune de Hillion, se situe dans cette position supérieure avec 1,5429 pour 2022.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Effort fiscal</b>	1.5055	1.4953	1.5003	1.5117	1.5352	1.5429
<b>Effort fiscal moyen de la strate</b>	1.0938	1.1003	1.1046	1.1074	1.1201	1.1395
<b>Différence</b>	0.4117	0.3950	0.3957	0.4044	0.4151	0.4034

## 2.2 Liens financiers avec l'intercommunalité

### 2.2.1 Saint-Brieuc Armor Agglomération

#### Le pacte fiscal et financier

Le pacte fiscal et financier constitue un outil permettant d'atteindre les objectifs du projet de territoire en instaurant une solidarité.

Les critères du calcul de la répartition du **fonds Communautaire de Fonctionnement (FCF)** sont : les capacités de développement humain (exemple : population scolarisée), les capacités d'intervention des communes (exemple : densité de la population), les capacités d'attractivité et de développement (exemple : taux de chômage) et les services rendus par les écosystèmes naturels (terres agricoles, capacités de stockage du Co2).

Une fois ces critères appliqués, les petites communes peuvent bénéficier d'une dotation minimum garantie « dotation socle » en fonction du nombre d'habitants.

Une période de lissage des dotations est appliquée sur 2 ans pour les communes qui connaissent une baisse ou une hausse de leur dotation supérieure à 2%.

A Hillion, le montant perçu pour 2022 et pour les années suivantes est de 45 190 €.

## La Dotation d'Attribution de Compensation

Le montant de l'attribution versée par SBAA évolue en fonction des compétences transférées.

En 2017, c'est la compétence PLU qui a été transférée à SBAA dans le cadre de la mise en place d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal. Financièrement, cela entraîne une réfaction de Dotation d'Attribution de Compensation (pour 2022 : - 222 €).

En 2022, la Commune a perçue 156 229 € de DAC.

Avant la fusion de 2017, la compétence d'entretien des sentiers de randonnée VTT et pédestre était exercée soit par les anciens EPCI, soit par les communes, ou partagée entre collectivités. Suite à la fusion et afin d'assurer une continuité du service rendu, Saint-Brieuc Armor Agglomération a continué d'exercer cette compétence. La commune de Hillion assure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, la gestion et l'entretien de ses sentiers de randonnée. En compensation, la somme de 16 554 € sera perçue à travers la DAC.

La prévision de la **Dotation d'Attribution de Compensation** pour l'année 2023 est estimée à 172 915 €.



## 2.3 Situation financière

Le tableau suivant présente les données extraites des comptes administratifs pour les années 2018 à 2021, ainsi que les données provisoires du compte administratif 2022.

	2018	2019	2020	2021	2022p
A-Recettes de gestion	4 183 709 €	4 334 062 €	4 224 137 €	4 349 639 €	4 571 054 €
B-Dépenses de gestion	3 374 627 €	3 476 873 €	3 570 943 €	3 709 732 €	3 963 235 €
C-Épargne de gestion (A-B)	809 082 €	857 189 €	653 194 €	639 908 €	607 818 €
Total intérêts	111 180 €	102 229 €	99 923 €	109 533 €	117 144 €
D-Épargne brute (C - intérêts)	697 902 €	754 960 €	553 271 €	530 375 €	490 674 €
Taux épargne brute (EP/RRF)	16,68%	17,42%	13,10%	12,19%	10,73 %
Dette	503 949 €	400 858 €	975 124 €	374 151 €	466 109 €
E-Épargne nette (D - dette)	193 953 €	354 102 €	- 421 853 €	156 224 €	24 566 €
Taux épargne nette (E/A)	4,64%	8,17%	-9,99%	3,59%	0,54 %

Les **recettes de gestion** sont composées des produits des services, des impôts et taxes, des dotations, des locations, des produits exceptionnels (ex : remboursement sinistres assurances) et de remboursements (ex : indemnités journalières).

Les **dépenses de gestion** sont constituées des achats (eau, électricité, carburants, denrées alimentaires, produits d'entretien, petites fournitures), des services (maintenance, prestations de services, locations mobilières et immobilières, entretien/réparation des

bâtiments-voirie-matériel, assurances, tra... et d'affranchissements...), des dépenses cotisations...), des indemnités des élus et des subventions aux associations, au CCAS et aux écoles.

L'**épargne de gestion** est constituée de la différence entre les recettes et les dépenses hors intérêts de la dette.

L'**épargne brute** est égale à l'excédent des recettes sur les dépenses (épargne de gestion) moins les intérêts des emprunts.

L'**épargne nette** correspond à l'épargne brute après déduction des remboursements du capital de la dette soit l'épargne disponible.

De manière générale, les recettes de gestion ont une progression positive au fur et à mesure des années présentées, (mis à part l'année 2020, impactée par le début de la pandémie.) Entre 2022 et 2021, l'évolution est de +5,09 %.

Les dépenses de gestion composées en majorité de charges incompressibles augmentent chaque année, en 2022, +6,83 % par rapport à 2021.

L'évolution de l'annuité de la dette composée des intérêts et du capital des emprunts est due à la contractualisation de nouveaux emprunts en 2020 et 2021.

La diminution de l'épargne nette résulte de la part importante qu'occupe les charges de gestion et financières par rapport aux recettes.

L'analyse détaillée du fonctionnement sera vue lors de la rétrospective.

Envoyé en préfecture le 07/03/2023  
Reçu en préfecture le 07/03/2023  
Affiché le 07 MARS 2023  
ID : 022-212200810-20230307-2023\_17-DE

## II) Analyse rétrospective

### 3.1 Dépenses de fonctionnement

	2018	2019	2020	2021	2022p
Charges à caractère général	810 226 €	809 955 €	814 398 €	867 189 €	938 086 €
Charges de personnel	2 114 439 €	2 199 998 €	2 257 526 €	2 341 048 €	2 499 661 €
Atténuations de produits	1 641 €	- €	570 €	- €	142 €
Autres charges de gestion courantes	447 346 €	466 773 €	484 082 €	496 744 €	511 444 €
Charges financières	112 155 €	102 229 €	99 924 €	109 533 €	117 144 €
Charges exceptionnelles	- €	147 €	14 367 €	4 751 €	12 454 €
Total dépenses fonctionnement	3 485 807 €	3 579 102 €	3 670 867 €	3 819 265 €	4 078 931 €

#### • Les charges à caractère général

	2018	2019	2020	2021	2022p
Achats (fluides, fournitures...)	454 079 €	448 251 €	468 240 €	483 761 €	466 069 €
Services (maintenance, assurances, locations...)	165 573 €	163 512 €	183 662 €	201 714 €	240 346 €
Prestations extérieures (animations, cotisations, transports...)	178 532 €	178 691 €	149 989 €	175 147 €	221 447 €
Impôts et taxes (TVA, taxes foncières)	12 042 €	19 501 €	12 507 €	6 567 €	10 224 €
Total charges à caractère général	810 226 €	809 955 €	814 398 €	867 189 €	938 086 €

Les **dépenses de fonctionnement** ont augmenté de 6,8 % entre 2021 et 2022 contre 4,04 % entre 2020 et 2021. En 2022, la part des **charges à caractère général** représente 23%, 61 % pour les charges de personnel et 13% pour les charges de gestion courante.

Au niveau des charges à caractère général, les **achats 2022** ont diminué d'environ 17 700 €. La crise énergétique ne se fait pas encore ressentir sur l'année 2022, les charges sont similaires à 2021. Des travaux et des actions sur la sobriété énergétique y ont contribué. Les factures de soldes des consommations d'eau de l'année 2022 n'ont pas été réceptionnées sur cette même année. L'achat des denrées alimentaires a subi un impact de plus de 10 000 €, cette dépense a été atténuée par des comptes ayant eu moins de dépenses (produits d'entretien, petites fournitures, fournitures de voirie, vêtements de travail...).

L'augmentation des comptes de **services** s'explique essentiellement par des frais importants d'entretien et de réparation de véhicules dont le tracteur et le camion ainsi que sur les bâtiments et par les révisions annuelles des prix sur les contrats de prestations de services ainsi qu'un nombre différent de factures entre les deux années.

Quant aux **prestations extérieures**, il s'agit des activités scolaires et extra-scolaires, des spectacles et des festivités qui engendrent des coûts supplémentaires avec une reprise post-covid.

Les **impôts et taxes** correspondent aux des droits de diffusion lors des manifestations ou spectacles, l'augmentation concorde avec l'accroissement des prestations extérieures.

Envoyé en préfecture le 07/03/2023  
Reçu en préfecture le 07/03/2023  
Affiché le 07 MARS 2023  
ID : 022-212200810-20230307-2023\_17-DE

## Les charges de personnel

	2018	2019	2020	2021	2022p
Titulaires	1 189 175 €	1 177 755 €	1 143 804 €	1 218 048 €	1 351 656 €
Non titulaires	238 618 €	258 815 €	355 825 €	348 794 €	335 003 €
Emplois d'insertion + apprentis	10 669 €	- €	- €	4 479 €	24 676 €
Personnel extérieur	18 091 €	100 511 €	62 995 €	70 893 €	37 120 €
Charges sociales	586 501 €	584 613 €	612 421 €	630 908 €	668 604 €
Assurance du personnel	71 384 €	78 304 €	82 481 €	67 926 €	82 602 €
<b>Total charges de personnel</b>	<b>2 114 439 €</b>	<b>2 199 998 €</b>	<b>2 257 526 €</b>	<b>2 341 048 €</b>	<b>2 499 661 €</b>
Atténuations de charges (indemnités journalières, compensation suppl. familial, agent en décharge syndical, emplois d'avenir, cui)	160 697 €	147 081 €	118 033 €	104 026 €	108 198 €
<b>Total charges nettes de personnel</b>	<b>1 953 743 €</b>	<b>2 052 917 €</b>	<b>2 139 495 €</b>	<b>2 237 022 €</b>	<b>2 391 463 €</b>

## Effectifs en Equivalent Temps Plein

Au 31/12/2022	2018	2019	2020	2021	2022
Agents titulaires	47,13	44,34	38,33	46,52	51,51
Agents contractuels	9,47	10,92	14,1	13,08	11,65
<b>Effectif total</b>	<b>56,6</b>	<b>55,26</b>	<b>52,43</b>	<b>59,60</b>	<b>63,16</b>

Les **charges de personnel** subissent une augmentation s'expliquent par : le reclassement indiciaire pour la catégorie C, la bonification d'ancienneté, le versement de la Vieillesse Technicité (GVT), la nomination d'un agent sur un grade supérieure, l'indemnité compensatrice liée à la hausse de la CSG, l'effet report de la titularisation de 4 agents contractuels, la titularisation de deux agents contractuels, l'augmentation de la DHS à temps complet de deux agents, le versement d'une NBI pour une fonction de maître d'apprentissage, l'indemnité d'inflation versée à certains agents fonctionnaires et contractuels, le recrutement d'un emploi aidé aux services techniques pendant 6 mois, le Recrutement d'un apprenti à la cuisine centrale toute l'année, la renégociation du contrat groupe statutaire ayant pour conséquence une majoration de 25% du taux (augmentation de 6.59% à 8.24%), l'augmentation de la valeur du SMIC au 1<sup>er</sup> août 2022, la revalorisation indiciaire au 1<sup>er</sup> août 2022 liée à l'augmentation de la valeur du SMIC, la revalorisation du point d'indice au 1<sup>er</sup> juillet 2022, la régularisation de la situation administrative d'un agent (disponibilité d'office pour raison de santé requalifié en congé grave maladie), le recrutement d'un électricien au 1<sup>er</sup> décembre 2022 en doublon avec un agent dont le départ à la retraite est effectif au 1<sup>er</sup> février 2023, des heures supplémentaires versées à l'occasion d'un départ en disponibilité.

Les **atténuations de charges** (chapitre de recettes de fonctionnement) pour l'exercice 2022 s'élève à 108 198 €. Ce qui permet d'évaluer les charges nettes de personnel à 2 391 463 €

Au cours de l'année 2022, deux départs à la retraite ont eu lieu et deux agents ont été nommés directement fonctionnaires. Six agents contractuels ont été nommés fonctionnaires (5,73 ETP), il y a eu une fin de CDD (0,5 ETP) et six agents ont été recrutés en qualité de contractuels (4,8 ETP).

## Les charges de gestion courante

	2018	2019	2020	2021	2022p
<b>Indemnités des élus</b>	<b>107 763 €</b>	<b>107 370 €</b>	<b>114 878 €</b>	<b>120 461 €</b>	<b>121 763 €</b>
<b>Autres contributions obligatoires</b>	<b>86 966 €</b>	<b>98 394 €</b>	<b>102 438 €</b>	<b>114 319 €</b>	<b>158 135 €</b>
<b>Subvention au CCAS</b>	<b>91 182 €</b>	<b>91 211 €</b>	<b>90 000 €</b>	<b>87 612 €</b>	<b>54 616 €</b>
<b>Subventions aux associations et autres ...</b>	<b>159 777 €</b>	<b>168 672 €</b>	<b>176 150 €</b>	<b>172 700 €</b>	<b>174 596 €</b>
dont subventions aux associations	40 865 €	44 230 €	47 925 €	43 950 €	47 840 €
dont subventions aux écoles privées	113 311 €	120 279 €	123 622 €	127 546 €	118 089 €
dont subventions aux écoles publiques	5 602 €	4 163 €	4 603 €	1 204 €	8 666 €
<b>Autres charges</b>	<b>1 657 €</b>	<b>1 128 €</b>	<b>617 €</b>	<b>1 651 €</b>	<b>2 334 €</b>
<b>Total charges de gestion courante</b>	<b>447 346 €</b>	<b>466 773 €</b>	<b>484 082 €</b>	<b>496 744 €</b>	<b>511 444 €</b>

Sur ce chapitre des **charges de gestion courante**, les dépenses relatives aux **indemnités** des élus sont fixées dans la limite d'une enveloppe financière variant selon la taille de la commune (délibération du 16 septembre 2022).

Les **autres contributions obligatoires** comprennent, entre autres, la participation au fonctionnement du multi-accueil à Yffiniac qui varie en fonction du nombre d'heures de présence d'enfants Hillionnais dans la structure. La différence entre 2021 et 2022 s'élève à 8 170 €. D'autre part, un rappel est prévu sur les années 2023, 2024, 2025 puisqu'une erreur de calcul émanant de la commune d'Yffiniac a été

remarquée, sur les années 2017 à 2022. Le montant est redevable de plus de 36 000 €. Ce compte est en attente de facturations du centre d'exploitation qui depuis 2022 effectue également le fauchage. Des factures de l'année 2021 ont été réglées sur 2022.

Le versement des **subventions** reste stable. Une dépense plus importante pour 2022 pour les associations mais qui l'est un peu moins pour les contrats d'association aux écoles privées qui diffère selon le coût moyen d'un élève scolarisé à l'école publique lissé sur 3 années puis, multiplié par le nombre d'élèves inscrits à l'école privée.

Suite à la mise en place de nouveaux critères de subvention aux sorties pédagogiques des écoles publiques pour l'année 2022, l'enveloppe a été plus importante que ces dernières années. Ce qui s'explique, selon la délibération du 13 décembre 2021, par la mise en place de nouveaux forfaits. Pour des sorties en plusieurs séances ou hors région, des forfaits de 15€/an/élève en classe maternelle ou 30€/an/élève en classe élémentaire et 6€/nuitée/élève sont versés. Ces forfaits viennent compléter celui déjà en place de 7€/élève prévu dans le cadre de sorties ponctuelles à la journée.

Les **autres charges** correspondent aux versements pour les jeunes qui ont effectués des « missions argent de poche » ainsi qu'un abonnement à la plateforme One utilisé par les écoles publiques.



### 3.2 Recettes de fonctionnement

	2018	2019	2020	2021	2022p
Atténuations de charges	157 887 €	147 082 €	118 033 €	104 026 €	108 198 €
Produits des services, du domaine et ventes diverses	412 515 €	400 698 €	338 731 €	372 220 €	403 518 €
Impôts et taxes	2 138 790 €	2 287 169 €	2 272 897 €	2 454 137 €	2 582 661 €
Dotations, subventions et participations	1 409 448 €	1 460 450 €	1 447 518 €	1 358 677 €	1 425 678 €
Autres produits de gestion courante	42 578 €	35 907 €	39 836 €	29 796 €	49 431 €
Produits financiers	10 €	10 €	7 €	7 €	7 €
Produits exceptionnels	169 705 €	684 590 €* *	60 385 €	52 393 €	3 289 €
<b>Total recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>4 330 934 €</b>	<b>5 015 907 €</b>	<b>4 277 407 €</b>	<b>4 371 256 €</b>	<b>4 572 783 €</b>

<b>Total recettes réelles de fonctionnement courant**</b>	<b>4 161 219 €</b>	<b>4 331 307 €</b>	<b>4 217 015 €</b>	<b>4 318 856 €</b>	<b>4 569 487 €</b>
---	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------

\* cession de l'assiette foncière du lotissement des Plages à BZA

\*\*Le tableau ci-dessus reprend les données du tableau des recettes réelles de fonctionnement hors produits financiers et exceptionnels.

Le chapitre des **atténuations de charges** correspond à des versements d'indemnités journalières suite à des arrêts de travail, aux remboursements du centre de gestion des salaires d'un agent en décharge syndicale, une aide à l'embauche pour un contrat unique d'insertion, un reversement de la subvention de la mairie de Langueux pour la mise en place de l'espace France Services et la compensation des suppléments familiaux et d'un congé paternité.

Les **produits des services** connaissent une bonne évolution de 8,4 %, ce qui diffère des années 2020 et 2021 impactées par la crise sanitaire. 65% des recettes des services proviennent des facturations aux familles pour le périscolaire et

l'extrascolaire. 26% correspond à la facturation centrale servie à la résidence autonomie, médiathèque, ludothèque, les entrées aux spectacles et des concessions aux cimetières et 2% des redevances d'occupation du domaine public des concessionnaires des réseaux.

#### Les impôts et taxes

	2018	2019	2020	2021	2022p
Taxes foncières et d'habitation	1 930 860 €	1 986 699 €	2 024 705 €	2 122 849 €	2 225 341 €
Attribution de compensation (DAC)	55 607 €	144 631 €	79 805 €	153 212 €	156 229 €
Fonds de péréquation intercommunal et communal (FPIC)	92 706 €	91 419 €	87 757 €	90 404 €	90 408 €
Taxe additionnelle aux droits de mutation (TADE)	59 204 €	64 033 €	79 782 €	82 999 €	108 464 €
Autres taxes (droits de place, rbst tva)	414 €	388 €	848 €	4 673 €	2 219 €
<b>Total impôts et taxes</b>	<b>2 138 790 €</b>	<b>2 287 169 €</b>	<b>2 272 897 €</b>	<b>2 454 137 €</b>	<b>2 582 661 €</b>

Le chapitre des **impôts et taxes** accroît en majorité avec les taxes foncières et d'habitation (+ 102 500 €). Les recettes de la DAC et du FPIC restent similaires entre 2021 et 2022.

Les TADE sont des taxes dues par les acquéreurs lors d'achats de biens immobiliers. L'évolution de 25 400 € pour 2022 illustre l'attractivité en termes d'achats sur la commune.

Pour rappel sur les taxes foncières et d'habitation, depuis 2014, il n'y a pas eu d'augmentation de taux, hormis en 2017, des baisses demandées par Saint Brieuc Agglomération dans le cadre de l'harmonisation fiscale. L'augmentation de ces recettes provient de la progression des bases. Il faut noter que depuis 2018, les valeurs des locaux autres que professionnels sont revalorisées automatiquement en fonction du dernier taux d'inflation constaté.

Le produit du transfert de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties ne coïncide pas forcément avec le produit "perdu" de la taxe d'habitation (TH) sur les résidences principales. Un coefficient correcteur est calculé pour compenser l'éventuelle perte de ressources ou à contrario neutraliser la recette supplémentaire. Une compensation est versée à la commune sous-compensée. Un écrêtement de ressources est appliqué à la commune surcompensée.

Certaines exonérations de taxes foncières sur 2 ans (délibération du 22/09/2014) se terminent, ce qui favorise également l'arrivée supplémentaire de produits provenant des constructions récentes.

#### Les dotations, subventions et participations

Le chapitre des **dotations, subventions et participations** connaît une hausse due en partie à la dotation de solidarité rurale ainsi qu'à une nouvelle aide relative à la tarification sociale avec la mise en place des repas à 1 € (18 900 €) et du fonds communautaire de fonctionnement passant de 29 885 € à 45 190 €.

	2018	2019	2020	2021	2022p
Dotation forfaitaire	589 357 €	592 872 €	593 927 €	595 334 €	597 446 €
Dotation de solidarité rurale	408 745 €	430 140 €	455 921 €	485 756 €	516 701 €
Dotation nationale de péréquation	91 382 €	97 162 €	91 429 €	94 236 €	92 360 €
<b>Dotation globale de fonctionnement</b>	<b>1 089 484 €</b>	<b>1 120 174 €</b>	<b>1 141 277 €</b>	<b>1 175 326 €</b>	<b>1 206 507 €</b>

La dotation forfaitaire est essentiellement basée sur les critères de la population et de la superficie.

La dotation de solidarité rurale comporte trois fractions « bourgs-centres » (- 10 000 habitants), « péréquation » (- 10 000 habitants avec un potentiel financier/habitant inférieur au double de celui de la même strate) et « cible » (10 000 premières communes de - 10 000 habitants les plus

défavorisées sur les deux premières fractions situées au rang 8222.

La dotation nationale de péréquation comprend deux parts, une visant à corriger les insuffisances de potentiel financier et une autre part de majoration destinée à la réduction des écarts de potentiel fiscal.

Pour 2022, la Dotation Globale de Fonctionnement a été plus importante grâce à la dotation de solidarité rurale sur la part de la fraction « bourgs-centres » et celle de la fraction « cible ».

La hausse d'environ 19 500 € des **produits de gestion courante** s'explique par les encaissements des locations des biens communaux (+ 5 500 €) et des salles Palante, Dunes, Presqu'île et Gué Rouget (+14 000 €).

Les **produits exceptionnels** sont très variables d'un exercice à l'autre. Dans la majorité, il s'agit de ventes de terrains (pour des biens ne figurant pas à l'inventaire) ainsi que des remboursements des assurances pour des sinistres et à des annulations d'écritures sur des exercices antérieurs.

Envoyé en préfecture le 07/03/2023

Reçu en préfecture le 07/03/2023

Affiché le

07 MARS 2023

ID : 022-212200810-20230307-2023\_17-DE

#### 4.1 Orientations budgétaires

##### La stabilisation des dépenses de fonctionnement

Les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement doivent être communiqués lors du débat d'orientation budgétaire. Depuis plusieurs années, les charges de fonctionnement sont limitées et font l'objet d'un suivi régulier.

Malgré les efforts, il reste toujours des charges incompressibles. De plus, la conjoncture économique avec notamment la crise de l'énergie n'aide pas à l'amélioration de la situation budgétaire. Cependant, le dispositif de l'amortisseur électricité devrait minimiser la hausse des factures d'électricité.

En face, les recettes n'évoluent pas sur le même rythme d'où la difficulté à dégager une épargne importante.

Le fonctionnement des services est optimisé. Les services à la population sont maintenus tout en veillant à leur bonne qualité.

##### Le gel de la fiscalité locale

Cette pratique de gestion des dépenses de fonctionnement permet de limiter la pression fiscale sur les ménages. En effet, la commune s'appuie sur la création de nouvelles entreprises et de logements, pour augmenter le volume des impôts ménages et les taxes d'aménagement. Pour 2023, il est prévu de maintenir la stabilité des taux d'imposition.

La présence du collège renforce l'attractivité de la commune qui est devenu un pôle de centralité rural intercommunal.

##### Le ralentissement de l'investissement

Ces dernières années, de nouveaux bâtiments, de structures et d'aménagements ont vu le jour sur le territoire communal : la réfection des réseaux en amont du nouvel aménagement du bourg de Saint-René, la salle de sports du collège (financée en partie par la commune), les cheminements doux entre les deux bourgs, la rénovation et l'extension du groupe scolaire d'Hillion, l'amélioration thermique de la médiathèque et les aménagements de sécurité avec une piste cyclable à Licellion.

La majorité de ces projets structurants ont bénéficié de subventions conséquentes. Ils sont réalisés ou en phase de finition.

Une réflexion est en cours sur la vente de bâtiments (foyer Morin, ancien centre de loisirs, ancien presbytère) et de terrains à bâtir afin de diminuer les coûts d'entretien et participer au financement de nouveaux projets.

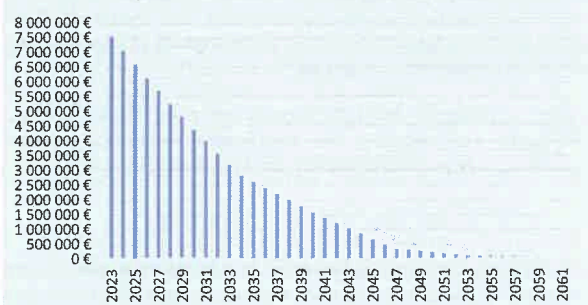
Au regard de l'avancement des opérations et des ventes projetées, le recours à l'emprunt ne sera pas nécessaire à court terme.

Toutefois, des projets vont être initiés pour leur conception future comme le regroupement des médiathèque-ludothèque-accueil de loisirs dans un lieu unique, la garderie de Saint-René et les halles dans le bourg de Hillion.

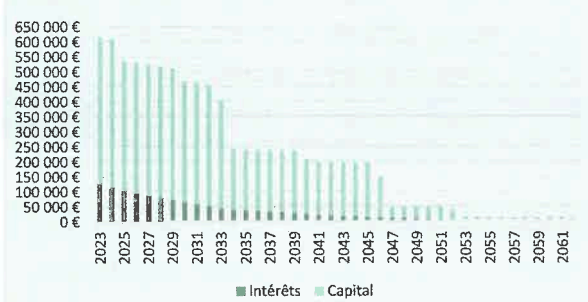
#### 4.2 Etat de la dette

Emprunts	Organisme prêteur	Année	Durée	Capital emprunté	Taux	Capital restant dû au 01/01/2023
Construction salle Palante	CREDIT AGRICOLE	2007	25 ans	1 500 000 €	4,18%	615 000 €
Groupe scolaire St René, réaménagement foncier, salle Palante	DEXIA SOFCAP	2008	15 ans	650 000 €	5,45%	119 248 €
Groupe scolaire St René	SA CACIB	2009	20 ans	750 000 €	2,01%	262 500 €
Mairie, salles associatives	SA CACIB	2011	20 ans	3 000 000 €	1,86%	1 650 000 €
Espaces de loisirs intergénérationnels, jardin sensoriel, pumptrack, boudodrome	CREDIT MUTUEL	2019	20 ans	750 000 €	0,68%	652 828 €
Aménagement bourg St René	BANQUE DES TERRITOIRES	2020	25 ans	900 000 €	0,84%	851 144 €
Groupe scolaire Hillion	BANQUE DES TERRITOIRES	2020	25 ans	760 000 €	0,69%	725 023 €
Salle de sports collège (1er prêt)	BANQUE DES TERRITOIRES	2020	25 ans	575 000 €	0,69%	548 537 €
Salle de sports collège (2ème prêt)	BANQUE DES TERRITOIRES	2020	40 ans	425 000 €	1,25%	422 344 €
Pistes cyclables, Licellion, réfection voirie	CREDIT MUTUEL	2021	25 ans	1 100 000 €	0,86%	1 050 429 €
Enfouissement réseaux	BANQUE DES TERRITOIRES	2021	30 ans	640 000 €	1,64%	636 172 €
<b>TOTAL</b>				<b>11 050 000 €</b>		<b>7 533 225 €</b>

Capital restant dû au 1er janvier 2023



Annuités de remboursement





Le **capital restant dû** au 1<sup>er</sup> janvier 2023 s'élève à 7 533 225 euros pour un capital emprunté de 11 050 000 euros.

Le premier prêt pris en compte date du 30 mars 2007 dans le cadre du financement de la salle Palante. Le prêt contracté en 2008 va se terminer avec une dernière échéance de 64 540 € au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Le **remboursement de la dette** pour 2023 s'élève à une annuité de 613 704 euros.

Les phases de financement du 2<sup>ème</sup> prêt pour la salle de sports du collège et pour l'enfouissement des réseaux se sont terminées fin juin 2022. Ainsi les 11 emprunts sont maintenant tous débloqués.

Une **ligne de trésorerie** est contractée auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole (CRCA) des Côtes d'Armor, avec l'index de référence EURIBOR 3 mois moyenné non flooré à 0 et une marge de 0,80 % à hauteur de 700.000 euros pour une durée d'un an. Une demande de renouvellement sera faite au cours de l'année 2023.

Années	2018	2019	2020	2021	2022
Capital restant dû au 1 <sup>er</sup> janvier	4 450 347 €	4 596 398 €	4 433 489 €	4 872 675 €	7 533 225 €
Habitants	4 198	4 217	4 235	4 257	4 280
Dette par habitant	1 060 €	1 090 €	1 047 €	1 145 €	1 760 €
Moyenne de la strate	770 €	762 €	751 €	728 €	717 €

Envoyé en préfecture le 07/03/2023 Reçu en préfecture le 07/03/2023 Affiché le 07 MARS 2023 ID : 022-212200810-20230307-2023-17-DE					
Années	2018	2019	2020	2021	2022
Dette globale (encours au 31 décembre)	4 596 398 €	4 433 489 €	4 872 675 €	6 934 333 €	7 533 225 €
Epargne brute	697 902 €	754 960 €	553 271 €	551 980 €	490 674 €
Capacité de désendettement	6,59	5,87	8,81	12,56	15,35

La **capacité de désendettement** détermine le nombre d'années nécessaire à la collectivité pour éteindre sa dette en y consacrant la totalité de son épargne brute annuelle.

Ce ratio est une mesure théorique de la solvabilité financière des collectivités locales.

Pour l'année 2022, la capacité de désendettement s'établit à 15,35 années.

En moyenne, il était admis qu'une collectivité emprunte sur des durées de 15 ans. A cette condition, une collectivité devait maintenir la capacité de désendettement en-dessous du seuil critique situé à 11-12 ans. Le seuil de vigilance s'établit à 10-11 ans.

Cela dit, les emprunts contractés par la commune d'Hillion sont établis pour une durée de 15 ans (x1), 20 ans (x3), 25 ans (x5), 30 ans (x1) et 40 ans (x1). Ces durées plus longues permettent de ne pas alourdir la masse des dépenses de fonctionnement avec des charges financières trop élevées chaque année.

La commune a réalisé des investissements structurants importants ce qui a nécessité les moyens de financement mis en place. Les projets à venir sont dans une phase d'étude, il n'y aura pas de recours à l'emprunt sur 2023.

### 4.3 Chaîne de l'épargne

↳ De 2020 à 2021 : données du Compte administratif

↳ 2022 : données du Compte administratif provisoire

↳ De 2021 à 2025 : Hypothèses d'évolution :

- Recettes de gestion : 2023 : 7 % sur taxes foncières bâti, autres recettes de gestion : 2,5 %, 2024 et 2025 : 2,5 %
- Dépenses de gestion : 2023 : 6 % (taux inflation source Banque de France) 2024 : 2,5 % 2025 : 2,1 %

↳ Capital et intérêts de la dette : calculés sur les emprunts contractés

	2020	2021	2022p	2023p	2024p	2025p
A-Recettes de gestion (€)	4 224 137	4 349 639	4 571 054	4 763 241	4 882 323	5 004 381
B-Dépenses de gestion (€)	3 570 943	3 709 732	3 963 235	4 201 029	4 306 055	4 396 482
C-Epargne de gestion (A-B)	653 194 €	639 908 €	607 818 €	562 212 €	576 267 €	607 898 €
Total intérêts	99 923 €	109 533 €	117 144 €	126 016 €	115 027 €	103 395 €
D-Epargne brute (C - intérêts)	553 271 €	530 375 €	490 674 €	436 196 €	461 240 €	504 503 €
Taux épargne brute (EP/RRF)	13,10%	12,19%	10,73 %	9,16%	9,45%	10,08%
Dette	975 124 €	374 151 €	466 109 €	487 688 €	492 475 €	432 915 €
E-Epargne nette (D - dette)	- 421 853	156 224 €	24 566 €	-51 492 €	-31 234 €	71 588 €
Taux épargne nette (E/A)	-9,99%	3,59%	0,54 %	-1,08%	-0,64%	1,43%

Le tableau de prospective repose sur des hypothèses de base pour l'année 2023 sur une évolution de 2,5 % et de 7 % sur les recettes de taxes foncières sur le bâti. Pour les années suivantes, le taux de 2,5 % est appliqué à l'ensemble des recettes de gestion.

Comme les années passées, les taux d'imposition ne sont pas augmentés pour 2023, la progression des recettes fiscales se fera uniquement par l'augmentation des bases avec les valeurs locatives révisées.

Au vu des informations connues à ce jour notamment sur l'augmentation de la dotation globale de fonctionnement, on peut compter sur une évolution de dotation. Le recensement de la population va également permettre une actualisation puisque ce critère intervient dans le calcul.

Il convient également de prendre en compte le dynamisme de la commune dû à la construction de logements.

L'évolution des dépenses de gestion est basée sur les taux d'inflation annoncés par la Banque de France de 6% en 2023, 2,5 % en 2024 et de 2,1 % en 2025.

### V/ Plan Pluriannuel d'Investissement

#### 5.1 Projets d'investissement

Les **projets d'investissement** reprennent les projets en cours répartis sur la période 2023 à 2025, ainsi que les recettes constituées des subventions d'investissement.